

TUNIS, 14 juin 2012 (AFP) - Après un début de semaine marqué par la violence, la journée de vendredi constituera un test pour la sécurité en Tunisie, où des manifestations pour la défense des "valeurs du sacré", à l'appel notamment de salafistes, ont été interdites jeudi par l'Intérieur.

"Le ministère de l'Intérieur n'a autorisé l'organisation d'aucune marche pour demain", a déclaré à l'AFP le porte-parole Khaled Tarrouche, soulignant que la "loi serait appliquée contre tout acte de violence".

Plusieurs groupes de la mouvance salafiste ont lancé depuis le début de la semaine des appels à manifester à travers le pays après la grande prière du vendredi, pour dénoncer les "atteintes aux valeurs du sacré" contenues selon eux dans des oeuvres exposées la semaine dernière à La Marsa, banlieue nord aisée de Tunis.

L'exposition, cible d'attaque par des salafistes présumés dimanche dernier, a servi de détonateur à la flambée de violences lundi et mardi qui a fait un mort et plus de 100 blessés dans tout le pays.

"Des appels à la violence circulent sur Facebook", a précisé M. Tarrouche. Sur certains sites extrémistes, on peut voir la liste nominative des artistes visés ainsi que des appels au meurtre contre "les mécréants", a constaté l'AFP.

Ansar Al Charia, le mouvement radical dirigé par l'ex-jihadiste Abou Iyadh, a appelé à des "manifestations dans toute la Tunisie" mais a démenti toute implication dans les émeutes et mis en garde contre des "provocations". Un autre leader salafiste, Abou Ayoub, a de son côté lancé un appel enflammé au "soulèvement" dans une vidéo --dont l'authenticité n'a pas été vérifiée-- mise en ligne mardi.

"Peuple musulman, il faut que tu te soulèves vendredi après la prière, en réponse à ceux qui se moquent de l'islam", déclare Abou Ayoub, qui s'était fait connaître en lançant en octobre 2011 les hostilités contre la chaîne Nessma après la diffusion du film franco-iranien Persepolis.

La situation est rendue plus confuse encore par la position adoptée mercredi par le parti tunisien islamiste Ennahda, qui domine le gouvernement et l'Assemblée nationale constituante.

Le chef d'Ennahda, Rached Ghannouchi, a appelé les Tunisiens à "une marche pacifique" pour protéger "la révolution" et s'opposer à la violence, mais également pour défendre "les valeurs du sacré", rejoignant de facto les mots d'ordre des salafistes.

Selon M. Tarrouche, l'interdiction s'applique également à cette marche.

Un responsable au sein du parti Ennahda a indiqué qu'une "demande avait été présentée pour un rassemblement à la Kasbah (siège du gouvernement à Tunis) vendredi à 13H00 (12H00 GMT)" et qu'il n'y avait "pas de réponse pour le moment" de l'Intérieur.

Jeudi, l'appréhension était palpable chez de nombreux Tunisiens, marqués par les émeutes du début de semaine et le climat de tension général. Huit gouvernorats tunisiens sont sous couvre-feu nocturne depuis mardi soir, dont la capitale et des régions touristiques comme Sousse et Monastir (est).

"Les Tunisiens doutent. Beaucoup ont peur", relevait jeudi le journal La Presse, tandis que Le Quotidien se demandait "qui tire les ficelles de cette situation exécrationnelle"?

"Les Tunisiens ne savent plus à quel saint se vouer pour trouver ne serait-ce qu'un élément de réponse convaincant à cette situation délétère", ajoutait l'éditorialiste, alors que "salafistes", "délinquants", "spectres du régime déchu" ont indifféremment été montrés du doigt dans l'escalade de la violence.

"On en a marre. On veut juste pouvoir travailler. Les barbus sont derrière tout ça et le seul résultat si ça continue, c'est que les touristes ne viendront pas", a déclaré jeudi matin à l'AFP Mohammed, chauffeur de taxi d'une cinquantaine d'années.

cf/sb/sd

AFP 141439 JUN 12